Le Royaume-Uni invoque la clause de sauvegarde contre la norme EN 708 – matériel agricole

Le Royaume-Uni a invoqué la clause de sauvegarde de l'article 6 de la Directive relative aux machines afin d'empêcher la fabrication et la mise en circulation d'engins de traitement des sols à outils animés, tels que les herbes ou les cultivateurs rotatifs, fabriqués conformément à la norme harmonisée EN 708:1997¹.

En réalité, l'objection du RU porte sur le fait que cette norme abaisse les niveaux de protection existants au RU et ne satisfait pas à plusieurs exigences essentielles en matière de santé et de sécurité visées à l'Annexe 1 de la Directive concernant les machines : 1.1.2 (Principes d'intégration de la sécurité), 1.2 (Commandes), 1.3.7 (Prévention des risques liés aux éléments mobiles) et 1.4.1. (Exigences générales relatives aux dispositifs de sécurité et de protection).

Il s'agit, tant qu'à présent, du second cas de clause de sauvegarde concernant des machines. Le premier avait été invoqué par la France, en 1997, contre la norme EN 692. Il a finalement trouvé une issue avec la sortie des machines incriminées du champ d'application de la norme dans l'attente de sa révision².

Dans les secteurs européens de l'agriculture, de la chasse, des forêts et de la pêche, 40 % des travailleurs estiment que leur activité représente un risque pour leur santé et leur sécurité³. Le secteur de l'agriculture se caractérise le plus souvent par des entreprises de petite dimension, des travailleurs indépendants, des sous-traitants et des travailleurs immigrés. Cette hétérogénéité rend particulièrement difficile la garantie de bonnes conditions de travail, de machines sûres et de bonnes pratiques liées à cette activité. Les travailleurs ne sont ni formés ni informés correctement, ils accomplissent leur travail dans un environnement sale et bruyant, ils sont souvent seuls, il leur est donc difficile d'appeler et d'obtenir de l'aide suffisamment rapidement.

Au RU, l'agriculture constitue le deuxième secteur d'activité le plus dangereux. Dans les années '80, les machines agricoles du type de celles couvertes par la norme EN 708 provoquaient 5 à 8 accidents mortels ou graves par an, impliquant le broiement des membres inférieurs des travailleurs. En Finlande, dans les années '90, ces types de machines cau-

saient 29 à 42 accidents par an⁴. En Suède, entre 1992 et 1997⁵, on a recensé 32 accidents dus à ces machines.

Au milieu des années 1980, l'introduction au RU d'exigences nationales améliorées en matière de dispositifs de sécurité a permis d'éliminer les causes d'accidents. Une large majorité des machines vendues au RU sont importées d'autres Etats membres. Dans le cas où elles ne répondent pas aux niveaux de protection exigés, elles sont adaptées par les importateurs.

Dans la brochure de présentation de sa requête, le Health and Safety Executive décrit plusieurs accidents survenus dans les années '80. En 1984, un salarié a eu la jambe tellement endommagée qu'il a fallu recourir à son amputation. En fait, il était debout sur la machine en mouvement, afin de régler le contrôle de la profondeur, son pied a glissé par-dessus le garde-corps avant et a été entraîné dans le mécanisme. En 1986, un autre travailleur a perdu la vie tandis qu'il était en train d'ôter une pierre qui bloquait le mécanisme sous tension et, un mois plus tard, un sous-traitant est mort alors qu'il se trouvait entre le tracteur et la flèche avant, la machine étant sous tension. Ces exemples montrent que les travailleurs agricoles s'approchent des mécanismes de la machine lorsque celle-ci est en marche et que, parfois, ils doivent s'appuyer sur des garde-fous pour effectuer leur travail, par exemple lorsqu'il s'agit de régler et de graisser l'appareil.

La norme EN 708 n'indique pas les mesures visant à éliminer les risques dans ces situations prévisibles. Elle n'est pas conforme à la section 1.1.2 de l'Annexe 1 de la Directive sur les machines, car elle ne requiert que la fourniture d'informations (clause 6.1.) afin d'empêcher les gens de monter et de se trouver debout sur les machines (notes d'avertissement à la clause 6.2). Bien plus, la norme EN 708 ne répond pas aux toutes dernières

¹ Objection formelle déposée le 8 juin 1998, voir Formal objection by the United Kingdom Government under Article 6 of the Machinery Directive, Council Directive 89/392/EEC (as amended). EN 708 Agricultural machinery: Soil working machines with powered tools – safety. (Objection formelle, formulée par le gouvernement britannique en vertu de l'Article 6 de la Directive 89/392/CEE du Conseil sur les machines, concernant le matériel agricole: machines de travail du sol à outils animés – sécurité), Health and Safety Executive (Exécutif pour la santé et la sécurité), C3, 3/98, 50 pages.

² La norme a été publiée au J.O. avec une clause additionnelle, proposée par la Commission, selon laquelle la norme ne donnera pas présomption de conformité pour les presses à embrayage rigide.

³ Paoli P., Deuxième enquête européenne sur les conditions de travail – 1996. Fondation européenne pour l'amélioration de la santé au travail (1997).

⁴ MI IA – Maatalousyrittäjien eläkelaitos.

⁵ SAWU (Syndicat suédois des travailleurs agricoles) 10 cas en 1992, mais un seul cas en 1997.

exigences visées à la section 1.3.7. afin de prévenir les risques liés aux pièces en mouvement. En réalité, elle définit une barrière horizontale de 200 mm minimum par rapport à la trajectoire du mécanisme, de sorte que l'ouverture entre la barrière et le sommet du garde-fou est trop large pour empêcher les jambes de toucher les pièces en mouvement. La norme ne répond pas aux exigences requises pour les dispositifs de sécurité et de protection (section 1.4.1. de l'Annexe 1 de la Directive sur les machines). Elle ne contient pas d'exigence quant à la solidité des garde-fous avant et arrière, qui doit leur permettre de résister aux tractions verticales et horizontales, pour empêcher leur déformation permanente lorsque le travailleur monte ou se trouve en position debout sur la machine. Enfin, la norme EN 708 ne satisfait pas de manière complète aux exigences ergonomiques relatives aux poignées de commandes et à leur positionnement, destinées à en permettre une utilisation sûre (section 1.2.2. de l'Annexe 1 de la Directive sur les machines).

Le TUC, dont les organisations syndicales représentent environ 25.000 travailleurs de l'agriculture dans le Royaume-Uni, estime que cette norme mènera à une régression vers la situation dangereuse du début des années '80 et *"considère avec inquiétude toute proposition qui pourrait conduire à tout abaissement des niveaux de sécurité dans cette industrie particulière, niveaux qui sont déjà extrêmement peu élevés"*. La CBI (Confédération des industries britanniques), qui représente plus de 250.000 entreprises publiques et privées, soutient également l'objection britannique, car elle *"croit fermement que tout manquement dans la poursuite d'un tel niveau de protection mènera à une importante augmentation des risques de réels accidents graves pour les utilisateurs"*.

Les travaux d'élaboration de la norme EN 708 ont débuté au groupe de travail 3 du CEN/TC 144 (tracteurs et matériels agricoles et forestiers) en 1991, sous la présidence de l'AF-NOR, en se basant sur un modèle existant de ces machines. La norme fut adoptée au vote formel du CEN en décembre 1995. Seuls le Royaume-Uni et le Danemark avaient voté contre, ce qui représentait 13 voix sur 98 votes valablement exprimés (le nombre de votes défavorables requis pour rejeter la norme est de 22). La norme a été publiée par le CEN le 21 février 1996.

En juin et décembre 1996, les Comités 89/392 et 83/189 de la DG III (Industrie) de la

Un pas en avant pour la protection respiratoire

Avant la mise en application de la directive sur la conception et la mise sur le marché des équipements de protection individuelle (Directive 89/686/CEE), beaucoup de masques anti-poussière jetables proposés sur le marché étaient notoirement inefficaces. Ces masques, importés de pays tiers, laissent passer entre 85% et 95% des particules solides lors des tests de filtration prévus par la norme harmonisée européenne (la norme EN 149). Même la classe de protection minimale définie par la norme n'admet que le passage de 20% des particules.

Avec l'arrivée d'une nouvelle réglementation, qui établit les "exigences essentielles de santé et de sécurité" pour les équipements, on pouvait espérer la disparition de ces masques inefficaces du marché. Or, un lobby d'importateurs a réussi à persuader les représentants des Etats membres et de la Commission européenne, réunis au sein du Comité permanent qui suit l'application de la Directive EPI, de considérer que ces masques n'étaient pas des équipements de protection mais des "masques de confort", qui ne seraient donc pas soumis aux exigences de la directive. La notion de "masque de confort", inconnue jusqu'alors, a donc été incluse dans le "Guide de la catégorisation des EPI" édité par la Commission comme aide à l'application de la directive.

Dans les deux ans qui ont suivi la publication du Guide, des opérations de surveillance du marché, en particulier en Suède, en Finlande et en France, ont montré que les soi-disant "masques de confort" sont en fait toujours vendus pour se protéger contre la poussière, même si certains portent la mention "ceci n'est pas un EPI". Comme

disait un représentant de la Commission, c'est un peu comme si on voulait se soustraire aux obligations du code de la route en marquant sur sa voiture "ceci n'est pas une automobile"!

Une telle situation n'est évidemment pas bonne pour les utilisateurs, qui ne bénéficient pas de la garantie de qualité censée être apportée par la directive. Elle n'est pas non plus dans l'intérêt des fabricants de masques réellement protecteurs, qui se trouvent face à une concurrence déloyale de ces masques de mauvaise qualité, non-marqués et bon marché.

Lors de sa récente réunion les 23 et 24 novembre 1998, le Comité permanent a décidé, à l'unanimité, de réaffirmer que tous les masques respiratoires sont soumis aux exigences de la Directive EPI (à la seule exception des masques d'hygiène, dont la fonction n'est pas de protéger le porteur mais de protéger son environnement). Logiquement, il était donc décidé de supprimer la référence aux "masques de confort" dans la prochaine édition du "Guide de la catégorisation des EPI". Cette décision était saluée par le représentant des fabricants européens d'EPI comme un pas en avant important pour la qualité des équipements de protection.

Du point de vue des utilisateurs, la décision devrait permettre de clarifier la situation : un masque de protection respiratoire doit toujours porter le marquage "CE", suivi des 4 chiffres identifiant l'organisme notifié chargé du contrôle de la qualité de la production. Et il convient, bien sûr, de choisir le type de masque et la classe de protection adaptés au risque contre lequel on veut se protéger. ■

Commission ont discuté d'une demande britannique portant sur les moyens de modifier la norme au CEN avant sa publication dans le Journal Officiel des Communautés Européennes sans invoquer la clause de sauvegarde. Quoi qu'il en soit, le CEN/BTS2⁶ a rejeté, en novembre 1996, la possibilité de modifier la norme, en exprimant l'avis suivant: *"les objections pourront apparaître comme une désapprobation du travail des experts du CEN/TC et, plus généralement, comme une désapprobation du travail du CEN dans le cadre des Directives sur la nouvelle approche"* et *"il est appelé aux organes affiliés du CEN leurs responsabilités afin de garantir que tous les avis pertinents seront englobés dans les discussions au niveau européen, au stade le plus précoce possible du développement des EN"*. Il a également suggéré *"qu'il soit appelé aux TC du CEN la nécessité de prendre pleinement en considération tous les avis présentés aux fins d'être discutés. Il conviendrait de tenir compte des conséquences possibles d'un rejet d'avis spécifiques, en particulier lorsque ceux-ci se réfèrent à "l'état de la technique" en matière d'exigences de sécurité"*.

La Commission européenne a publié la référence de la norme dans le J.O.C.E. du 8 mai 1997 et le Royaume-Uni a invoqué la clause de sauvegarde en juin 1998. Il semble à présent possible de parvenir à un accord au sein du Comité Technique 144 du CEN, en vue d'entamer la révision de la norme EN 708. Entre-temps la situation reste problématique étant donné que ces engins de traitement des sols ne peuvent pas être utilisés au Royaume-Uni alors qu'ils le sont dans d'autres Etats membres. Ce qui signifie en clair des niveaux de protection différents pour un même type de travailleurs européens et cela pour une période indéterminée. ■

Anja-Leena Tyry

Pour plus d'informations : atyry@etuc.org

⁶ Résolution BTS2 25/1996 sur le point IV.2.2.1. de l'ordre du jour.

Sensibilisation des syndicats à la normalisation technique en France : l'organisation du retour d'expérience au moyen d'une fiche d'alerte

Depuis l'adoption des directives européennes dites Nouvelle Approche dans le domaine de la conception des machines et des équipements de protection individuelle, l'élaboration de normes techniques européennes destinées à venir en appui de la réglementation s'est fortement développée.

Cette normalisation présente des caractéristiques particulières:

- par son rôle juridique, ces normes permettant de donner présomption de conformité à la réglementation aux fabricants qui s'y réfèrent pour concevoir leur matériel;
- par le fait qu'elle touche un domaine en relation directe avec la sécurité des salariés amenés à travailler sur les équipements.

Un enjeu important se noue donc autour du contenu de ces normes, dont la qualité est déterminante pour assurer le plus haut niveau de sécurité possible, compte tenu de l'état de la technique. Aujourd'hui un premier bilan montre qu'un travail important a été fourni:

- sous l'aspect quantitatif, par l'adoption d'environ 110 normes relatives à la conception des machines neuves et 134 normes relatives à la conception des équipements de protection individuelle neufs;
- sous l'aspect qualitatif, par le niveau de sécurité atteint globalement par ces normes.

Cependant des problèmes subsistent:

- certaines normes restent trop floues, laissant libre cours à l'interprétation;
- d'autres ne répondent pas à toutes les exigences essentielles de la réglementation et n'assument donc pas le rôle qu'elles devraient jouer - les matériels conçus selon ces normes ne présentent pas les garanties de sécurité voulues;
- d'autres, notamment dans le domaine des équipements de protection individuelle, ne répondent pas suffisamment aux exigences liées à l'ergonomie.

Ainsi, les syndicats français CGT, CFDT, CGT-FO et CFE-CGC, en coopération avec l'AFNOR (l'organisation nationale de normalisation) et le Ministère chargé du travail se sont mis d'accord pour organiser ensemble, en octobre 1997, une journée d'information au niveau national¹, où l'ensemble de ces problèmes a pu être débattu.

Le bilan tiré de cette journée, ayant réuni une cinquantaine de participants, a montré l'intérêt d'organiser un retour d'expérience de l'utilisation des normes, permettant d'y associer directement les premiers intéressés, à savoir les salariés des entreprises utilisatrices.

C'est la raison pour laquelle les mêmes partenaires ont décidé qu'à la suite de l'initiative nationale, il était nécessaire de se rapprocher des utilisateurs, au moyen d'une série de réunions régionales à destination des syndicalistes d'entreprise.

La première réunion régionale, tenue le 23 novembre 1998 à Nancy, a regroupé environ 25 syndicalistes, dont la quasi-totalité sont des représentants des travailleurs dans les Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) des entreprises de la région.

Les débats ont concerné principalement la question de savoir comment faire remonter les expériences des salariés amenés à travailler sur des machines ou à utiliser des équipements de protection individuelle mis sur le marché en application des directives européennes et conçus sur la base des normes européennes harmonisées.

Un projet de fiche d'alerte et d'information est en cours d'élaboration afin de permettre aux utilisateurs, principalement les représentants des salariés au CHSCT, de faire connaître directement à l'AFNOR les difficultés constatées sur le terrain, susceptibles de révéler des déficiences ou des lacunes dans les normes. L'AFNOR se chargera ensuite du traitement de cette information, afin d'assurer la prise en compte du retour d'expérience par les groupes de normalisation lors de la modification ou de la révision des normes. Enfin, l'AFNOR s'engage à informer l'utilisateur à l'origine de la fiche des suites qui ont été données à ses observations.

Pour tester la mise en pratique et la gestion d'un tel système de retour d'expérience, il a été convenu, dans un premier temps, d'organiser une expérimentation régionale, avant de lancer la fiche au niveau national. ■

Nous ne manquerons pas de vous tenir informés des résultats et des futurs développements de cette expérience française.

¹ Voir Newsletter du BTS n° 9, juin 1998, p. 27.